



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/10/2016

Publication : 12/10/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.10/12

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 octobre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **12 octobre 2016**.

L'an deux mille seize, le **10 octobre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **3 octobre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents à l'appel nominal

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h39 – délib n°6), Marie-Paule **DESHAYES**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Alexandre **MORA**, Stéphanie **ONFROY**, Jérôme **DUBOST**, Nada **AFIOUNI**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIERE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** a donné pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Sophie **CAPELLE** a donné pouvoir à Stéphanie **ONFROY**
Valérie **LEDoux** a donné pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Juliette **LOZACH** a donné pouvoir à Frédéric **PATROIS**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 octobre 2016

2016.10/12

FINANCES : FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION 2016 – SECURISATION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES - DEMANDE DE SUBVENTION – AUTORISATION

Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire. - Dans le cadre de la mise en sûreté des écoles, des collèges et des lycées, les ministres de l'intérieur et de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ont décidé le 24/08/2016, un abondement exceptionnel de 50 millions d'euros des crédits au titre du FIPDR de l'année 2016, afin d'accompagner financièrement les gestionnaires d'établissements d'enseignement public et privé sous contrat, dans la sécurisation de ces structures, face à la menace terroriste.

A cet égard, ces crédits exceptionnels permettront la réalisation de travaux urgents de sécurisation dans les établissements scolaires placés sous notre responsabilité, pour lesquels les mesures de sûreté seraient aujourd'hui insuffisantes.

Outre la sécurisation des établissements scolaires contre les risques d'intrusion, ces travaux devront faciliter les alertes et mises à l'abri.

La date limite pour transmettre les dossiers complets de demande de subvention est fixée au 13/10/2016.

Les dossiers qui ne pourront être déposés au titre du FIPDR de l'année 2016, seront étudiés au titre du FIPDR de l'année 2017, selon des modalités d'instruction précisées ultérieurement.

Les travaux prioritaires d'urgence et investissements éligibles

Sécurisation périmétrique des bâtiments et des accès pour éviter toute intrusion malveillante

- vidéo-protection : les implantations envisagées par les maîtres d'ouvrage devront impérativement s'intégrer à l'établissement scolaire. Celles-ci seront notamment destinées à couvrir les différents points d'accès névralgiques de celui-ci ;
- mise en place de portails, barrières, clôtures (réalisation ou élévation), porte blindée, interphone, vidéophone, filtres anti-flagrants pour les fenêtres en rez-de-chaussée, barreaudage en rez-de-chaussée.

Sécurisation volumétrique des bâtiments

- mise en place d'une alarme spécifique d'alerte "attentat-intrusion" (différente de celle de l'alarme incendie) ;
- mesures destinées à la protection des espaces de confinement (système de blocage des portes, protections balistiques...).

Taux de financement

Chaque demande sera étudiée au cas par cas et pourra être subventionnée à hauteur de 20 % minimum jusqu'à 80 % du coût total hors taxe pour les collectivités territoriales les plus fragiles et les établissements d'enseignement les plus vulnérables.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2016 ;

CONSIDERANT l'instruction du 24/08/2016 des ministres de l'intérieur et de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des projets et des finances ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de solliciter** auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR), les subventions à hauteur du taux maximum autorisé pour la réalisation des travaux de sécurisation des écoles maternelles et élémentaires.

Le programme de travaux envisagé par la ville de Montivilliers comprend les deux actions principales suivantes :

1°) sécurisation des accès aux bâtiments scolaires tout en permettant une évacuation d'urgence conforme aux règles de sécurité incendie.

Ces travaux vont consister dans la pose de cylindres électroniques avec contrôle d'accès et la mise en place de barres anti-panique et de boutons moletés sur les différents poteaux d'accès des établissements suivants :

- Primaire J. Ferry
- Primaire V. Hugo
- Groupe Scolaire Jules Collet
- Groupe Scolaire Marius Grout

Détail des estimations financières par établissement

SECURISATION DES ACCES AUX BÂTIMENTS SCOLAIRES

	CYLINDRE ELECTRONIQUE A CONTROLE D'ACCES			BARRE ANTI-PANIQUE			BOUTONS MOLETES		
ETABLISSEMENT	NBRE	COUT UNITAIRE HT	COUT TOTAL HT	NBRE	COUT UNITAIRE HT	COUT TOTAL HT	NBRE	COUT UNITAIRE HT	COUT TOTAL HT
Primaire J. Ferry	3	550 €	1 650 €	2	300 €	600 €	3	35 €	105 €
Primaire V. Hugo	2	550 €	1 100 €	2	300 €	600 €	2	35 €	70 €
GS J. Collet	2	550 €	1 100 €				12	35 €	420 €
GS M. Grout	2	550 €	1 100 €				9	35 €	315 €
		TOTAL	4 950 €		TOTAL	1 200 €		TOTAL	910 €

Soit un total HT pour la sécurisation des accès : 7 060€

2°) installation d'alarmes PPMS /attentats différentes des alarmes incendie dans l'ensemble des établissements.

En fonction du nombre de niveaux et de la configuration de chaque bâtiment, un ou plusieurs dispositifs devront être installés dans les différentes écoles.

Chaque dispositif sera constitué :

- d'une centrale d'alarme confinement
- de diffuseurs sonores
- d'un ou plusieurs déclencheurs manuels en liaison radio

MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS D'ALARME PPMS ATTENTATS

ETABLISSEMENT	NBRE DE DISPOSITIFS D'ALARME	COUT UNITAIRE HT	COUT TOTAL HT
Maternelle Pont Callouard	2	1 050 €	2 100 €
Maternelle Ch. Perrault	1	1 050 €	1 050 €
Maternelle Jean De La Fontaine	1	1 050 €	1 050 €
Primaire J. Ferry	5	1 050 €	5 250 €
Primaire V. Hugo	3	1 050 €	3 150 €
GS L. Michel	5	1 050 €	5 250 €
GS J. Collet	5	1 050 €	5 250 €
GS M. Grout	4	1 050 €	4 200 €
TOTAL			27 300 €

Soit un total HT pour la mise en place d'une alarme PPMS/Attentats : 27 300€

Plan de financement

DEPENSES		RECETTES	
sécurisation des accès	7 060 €	FIPDR (80% du HT)	27 488 €
mise en place d'une alarme PPMS/Attentats	27 300 €	financement ville	6 981€
TVA 20%	6 872 €	FCTVA (16,404%)	6 763 €
TOTAL	41 232 €	TOTAL	41 232 €

Imputation budgétaire
Exercice 2016
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 211 - 212
Nature et intitulé : 1321
Montant de la dépense : 27 488 euros

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire,